

Un axe Neuchâtel-Abidjan pour lutter contre ces faux profils surnommés les «brouteurs»

Cybercriminalité

Face à la prolifération des cyberarnaques en provenance de Côte d'Ivoire, plusieurs projets de recherche et de collaboration ont été mis en place afin de mieux connaître le phénomène et le prévenir



[Exemples de profils frauduleux. — © DR](#)

Catherine Morand

Publié samedi 12 novembre 2022 à 21:42

Modifié samedi 12 novembre 2022 à 23:50

Pendant deux ans, Flore Grandjean a traqué de faux profils d'arnaqueurs sur les sites de rencontre en ligne Tinder et Lovoo. Dans le cadre de son travail de bachelor de la Haute Ecole de gestion Arc, et sur mandat de l'ILCE, l'Institut de lutte contre la criminalité économique, elle s'est livrée à du «*scam baiting*» – en français, du «croque-escroc» – ce qui lui a permis d'identifier quelque 200 cyberarnaqueurs, aux adresses IP localisées en grande majorité en Côte d'Ivoire. Des brouteurs, comme on les appelle à Abidjan, attirés par les profils de femmes d'âge mûr, à l'aise financièrement, mais seules et en quête d'amour – photos truquées à l'appui.

Des heures de tchat, parfois agressif, jusqu'à l'incontournable demande d'argent à verser sur un compte bancaire, de montants variables, mais pouvant aller jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de francs. «Ils m'expliquaient même comment répondre aux questions des banques ou des agences de transfert d'argent pour éviter les soupçons, et aussi comment retirer mon 2e pilier», témoigne Flore Grandjean, sidérée par leur connaissance très pointue des réalités suisses; et par leur prolifération sur Twitter. Résultat de son enquête: l'identification de quelque 350 numéros de comptes bancaires et IBAN frauduleux, de dizaines de numéros de téléphone, d'e-mails, transmis à qui de droit pour faire bloquer comptes et transaction.

Arnaques aux sentiments

«Nous avons fait du broutage de brouteurs», a résumé avec humour le doyen de l'ILCE, Olivier Beudet-Labrecque, lors de la présentation mercredi des résultats de cette étude à l'UFR de criminologie de l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Il s'adressait à un auditoire bondé, parmi lesquels, très certainement, des cyberarnaqueurs, puisque, selon les statistiques officielles, 37% d'entre eux seraient des étudiants.

«Nous avons été en contact avec de nombreux brouteurs, peut-être certains d'entre vous, ce qui nous a permis de récolter beaucoup d'infos», a d'ailleurs ironisé le doyen, qui a aussi tenu à raconter, in situ, comment cela se passe de «l'autre côté», où malgré la prévention, les «arnaques aux sentiments» continuent, plus que jamais, à briser des vies.

Lire aussi: [«Les pirates sont majoritairement situés dans des pays tiers, ce qui rend leur interpellation complexe»](#)

La Fondation Interpol ayant encouragé l'ILCE à poursuivre ses recherches, un projet financé par le Sefri, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation, via son programme Leading House Africa a, dans la foulée, démarré il y a quelques mois à Abidjan. En collaborant avec des chercheurs ivoiriens, le but est également d'améliorer l'entraide judiciaire et la coopération entre les deux pays.

«La méconnaissance des systèmes policiers et judiciaires, des deux côtés, fait que la communication, souvent, ne passe pas», constate Olivier Beudet-Labrecque, qui se réjouit que le travail mené depuis trois ans par l'ILCE – une institution créée fin 2000 par la Haute Ecole de gestion Arc, l'Etat et l'Université de Neuchâtel ainsi que l'Institut suisse de police – contribue à améliorer cette coopération. Et que l'expertise de l'ILCE, basé à Neuchâtel, soit désormais internationalement reconnue.

Manque de contrôle et de surveillance

Dans le cadre de ce second projet, une assistante de recherche de l'institut, Cristina Cretu-Adatte, se trouve à Abidjan depuis quelques semaines, et y mène des entretiens avec des brouteurs. Elle raconte l'omniprésence, dans tous les quartiers, de ces groupes de jeunes qui se retrouvent entre amis, dans des maquis, ou assis sur des chaises dans la rue, concentrés sur leur smartphone, leur outil de travail, en train de tchatter avec leurs «clients».

Lire encore: [Les hackers s'attaquent maintenant à l'immobilier](#)

Ils fonctionnent comme des réseaux d'entraide, échangent des stratégies pour mieux ferrer leurs victimes, sans état d'âme: pour eux, il s'agit de récupérer une dette coloniale», raconte-t-elle. Selon elle, ce sont clairement les années de crise politico-militaire qu'a connu la Côte d'Ivoire à partir de 2000 qui ont favorisé l'explosion du «broutage». Dans un contexte où même après des années d'études, trouver un job relève du parcours du combattant, l'argent facile continue à susciter des vocations. Quant aux familles, souvent dans des situations financières difficiles, elles ferment les yeux.

Cette fin de semaine, Flore Grandjean va accompagner Cristina Cretu-Adatte dans ses entretiens avec des brouteurs. Et rencontrer «en vrai» pour la première fois, de jeunes cyberarnaqueurs ivoiriens, comme ceux qu'elle a croisés virtuellement pendant des mois. Elle travaille désormais pour la start-up suisse basée à Zurich Cybera Global, une plateforme fintech qui combat la cybercriminalité et la fraude en ligne.

Lire également: [La Confédération se tourne vers les «hackers éthiques» pour prévenir les cyberattaques](#)

Ce qui continue à la surprendre, c'est à quel point, aussi bien les sites de rencontres que les banques et les néo-banques en ligne, telle l'allemande N26, manquent complètement à leur devoir de contrôle et de surveillance.